

**Arrêté ministériel portant reconnaissance de l'ASBL
« AUTEURS DE BANDE DESSINEE ET D'ILLUSTRATION
REUNIS, EN ABREGE : ABDILR » en tant que fédération
professionnelle**

A.M. 23-05-2025

M.B. 05-09-2025

La Ministre de la Culture,

Vu le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle, les articles 92 à 95 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 08 mai 2019 portant exécution du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle, les articles 2 et 3 ;

Vu l'appel à candidatures pour la reconnaissance en qualité de fédération professionnelle lancé le 15 octobre 2024, prolongé jusqu'au 06 janvier 2025 ;

Considérant la demande de reconnaissance en tant que fédération professionnelle introduite par l'ASBL « AUTEURS DE BANDE DESSINEE ET D'ILLUSTRATION REUNIS, EN ABREGE : ABDILR » ;

Considérant que le dossier est recevable en ce qu'il comprend les pièces visées à l'article 2, §2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 08 mai 2019 susmentionné ;

Considérant que l'ASBL « AUTEURS DE BANDE DESSINEE ET D'ILLUSTRATION REUNIS, EN ABREGE : ABDILR » a notamment pour objet de fédérer les autrices et auteurs, créatrices, créateurs et intermittent(e)s de l'édition en bande dessinée, illustration et littératures graphiques, de les représenter auprès des instances politiques et décisionnelles et de défendre leurs intérêts auprès des différents interlocuteurs de leurs disciplines ;

Considérant que les conditions de reconnaissance telles que définies à l'article 92, §1^{er} du décret du 28 mars 2019 susmentionné sont remplies ;

Considérant qu'il convient dès lors de reconnaître l'ASBL « AUTEURS DE BANDE DESSINEE ET D'ILLUSTRATION REUNIS, EN ABREGE : ABDILR » en tant que fédération professionnelle au sens du décret du 28 mars 2019,

Arrête :

Article 1^{er}. - L'ASBL « AUTEURS DE BANDE DESSINEE ET D'ILLUSTRATION REUNIS, EN ABREGE : ABDILR », enregistrée sous le numéro d'entreprise 656.579.142, est reconnue en tant que fédération professionnelle pour une durée de cinq ans à dater de la signature du présent arrêté.

Article 2. - L'association visée à l'article 1^{er} siège au sein de la Chambre de concertation des écritures et du livre dans la mesure où les missions de

celle-ci relèvent directement et à titre principal de l'activité de représentation de l'opérateur.

Article 3. - Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le 23 mai 2025.

La Ministre-Présidente, en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur, de la Culture, des Relations internationales et intra-francophones,

E. DEGRYSE